



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/S-4/4
13 décembre 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Quatrième session extraordinaire
12-13 décembre 2006

**Lettre datée du 11 décembre 2006, adressée au Président du Conseil
des droits de l'homme par la Rapporteuse spéciale sur la situation
des droits de l'homme au Soudan, M^{me} Sima Samar**

À l'occasion de la session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme sur le Darfour, je vous demande de bien vouloir diffuser cette lettre auprès de tous les membres et observateurs du Conseil des droits de l'homme.

Je tiens à remercier les membres du Conseil des droits de l'homme d'avoir réagi face à la situation urgente des droits de l'homme au Soudan. La décision de tenir une session extraordinaire sur la situation des droits de l'homme au Darfour montre de manière significative que le Conseil des droits de l'homme est prêt à examiner les situations de violations graves des droits de l'homme et à prendre des mesures efficaces pour protéger les droits des personnes les plus vulnérables. Je regrette profondément de ne pas pouvoir assister en personne à cette importante session extraordinaire et souhaite sincèrement que, lors des délibérations, vous parveniez à des solutions pour mettre un terme aux violations actuellement commises au Darfour.

Il est important de rappeler que le prédécesseur du Conseil, la Commission des droits de l'homme, a d'abord décidé de nommer un rapporteur spécial sur la situation au Soudan, en 1993. Depuis lors, de nombreux rapports ont été présentés à la communauté internationale. Aussi les informations ne manquent-elles pas sur la situation des droits de l'homme au Soudan. J'ai passé en revue les conclusions et les recommandations formulées par mes prédécesseurs, ainsi que par les différents titulaires de mandats thématiques. Il est frappant de constater que les mêmes recommandations ont été répétées année après année et que très peu de progrès ont été accomplis dans leur mise en œuvre.

J'ai conduit cette année deux missions au Soudan, la plus récente en août 2006, au cours de laquelle je me suis rendue dans le Darfour-Nord et l'ouest du Darfour-Ouest. Mes conclusions ont été présentées à l'Assemblée générale en octobre 2006. La situation au Darfour s'est considérablement dégradée. Malgré la signature en mai de l'Accord de paix au Darfour, de nombreuses factions sont restées sur leurs positions. L'emploi de la force par le Gouvernement pour imposer l'Accord aux parties non signataires, en violation des accords de cessez-le-feu, a dangereusement exacerbé la situation. Le droit à la vie continue d'être bafoué. Le Gouvernement a échoué dans sa responsabilité de protéger la population civile contre des attaques dans les zones qu'il contrôle et n'a pas réussi à désarmer la milice. En outre, en raison du conflit, de nombreuses parties du Darfour sont maintenant inaccessibles aux travailleurs humanitaires de sorte que des communautés se retrouvent sans vivres ni assistance médicale, ce qui se traduit par davantage de pertes en vies humaines. Les femmes continuent d'être victimes de viols et de violences sexuelles. Dans la plupart des cas, elles ne font pas appel aux autorités, de peur de représailles ou par méfiance à l'égard de la police et du pouvoir judiciaire. Et même lorsqu'elles ont essayé, le plus souvent, les autorités n'ont pas poursuivi en justice les auteurs de ces actes. Or, on ne peut concevoir de paix durable et solide sans justice. Il est donc extrêmement important d'en finir avec l'impunité et de veiller à ce que chacun rende compte de ses actions. J'appelle tous les États Membres à coopérer avec la Cour pénale internationale et à faire en sorte que les auteurs de crimes de droit international soient traduits en justice.

Toutes les informations sur le sujet font référence à l'incapacité du Gouvernement soudanais à remplir ses obligations au regard du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. De multiples recommandations ont été formulées par la Commission des droits de l'homme, ainsi que par d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité, afin d'aider le pays à observer ses obligations en vertu du droit international, mais la plupart n'ont pas été mises en œuvre. Par exemple, des milliers de troupes soudanaises ont été déployées au Darfour, en violation manifeste des accords de cessez-le-feu, de l'Accord de paix au Darfour et de la résolution 1591 (2005) du Conseil de sécurité. Le Gouvernement a eu recours au bombardement aérien pour attaquer des villages contrôlés par le Front national de rédemption et les groupes rebelles du G19. Il continue également à soutenir les attaques massives menées par des groupes de milices dans les villages, comme celles qu'ont subies les villages situés près de Buram (Darfour-Sud) en août et septembre, qui ont fait des dizaines de morts et de blessés et des milliers de déplacés. Un grand nombre des personnes nouvellement déplacées de ces villages n'ont guère trouvé de sécurité dans les camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays, en raison de la présence de milices et de groupes armés autour et à l'intérieur des camps.

J'aimerais insister sur le fait qu'il ne faut pas considérer la situation au Darfour séparément. Il est utile de se pencher sur l'histoire du Soudan pour bien comprendre les types de violations observées. La situation des droits de l'homme dans d'autres parties du pays mérite aussi l'attention du Conseil des droits de l'homme. La situation au Sud-Soudan reste fragile et porte les traces des nombreuses années de conflit, notamment en ce qui concerne la jouissance des droits économiques et sociaux. La pauvreté est accablante. Les droits à l'éducation, à la santé et à un logement convenable, ainsi que le droit au développement, sont quasi inexistants. Les rapatriés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays commencent à arriver et font face à d'énormes difficultés. En novembre 2006, les tensions se sont aggravées au Sud-Soudan avec des affrontements violents à Malakal entre le Mouvement de libération du peuple soudanais

(SPLM) et les Forces armées soudanaises du nord, au cours desquels 150 personnes ont été tuées.

Dans sa décision 2/115, le Conseil s'est félicité de la coopération établie par le Gouvernement soudanais avec moi au titre de mon mandat et a prié le Gouvernement de poursuivre et renforcer sa coopération avec le Conseil des droits de l'homme et ses mécanismes. Dans ce contexte, je souhaiterais inviter le Conseil à prendre des dispositions dans la mesure de ses moyens pour faire en sorte que le Gouvernement soudanais mette en œuvre toutes les recommandations formulées par les différentes procédures spéciales et le système des Nations Unies en général, en particulier celles visant à protéger les civils et à lutter contre l'impunité. J'encourage le Conseil des droits de l'homme à continuer d'examiner la situation des droits de l'homme au Soudan à sa prochaine session ordinaire, y compris à évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations formulées et dans l'accomplissement des obligations du Gouvernement au regard du droit international des droits de l'homme.

Je reste à la disposition du Conseil en cas de besoin.

Rapporteuse spéciale sur la situation
des droits de l'homme au Soudan
(Signé) Sima **Samar**
